

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

A bas les officines de droite qui s'auto intitulent « agences de notation »

- Economie -

Date de mise en ligne : mardi 18 octobre 2011

Démocratie & Socialisme

Ça y est, l'agence Moody's bien connue aux USA parce qu'elle est mise en examen pour ses collusions avec les banques qui la paient alors qu'elle est censée les noter, s'attaque à la France.

Les officines dites « agences de notation » sont comme des virus malsains, des nuées de sauterelles qui dévorent les moissons, des poisons idéologiques que les marchés ont partiellement réussi, avec certains médias complices, à présenter comme des observatrices expertes alors que ce sont des machines de guerre au service de la finance. Elles prétendent, en notant, sanctionner et décider du coût des crédits, des taux de la dette des différents pays du monde. Elles se poussent ainsi du col pour accroître leur pouvoir de nuisance et plaire à leurs commanditaires.

Pour l'officine de droite appelée Moody's, il s'agit d'une opération de chantage pour faire plier l'échine à la gauche, afin qu'elle n'arrive pas au pouvoir. Elle vient donc d'entreprendre de « mettre sous surveillance » la dette de la France, « pendant trois mois » (sic). Il s'agit d'empêcher que la gauche ne propose une alternative à la politique de Sarkozy, il s'agit de la faire « rentrer dans le moule » des pseudos notations, ces ridicules AAA type arnaque des actionnaires anonymes. D'ailleurs Laurence Parisot s'est empressée de sauter sans vergogne sur le canasson : « Ah, dit-elle aussitôt, bien sur, si la France revient sur la retraite à 60 ans, elle perdra sa note AAA ».

Ces officines de droite sont à l'oeuvre sous le couvert trompeur d'être des « agences de notation », chargées par-dessus et contre les aspirations des citoyens de déterminer ce qui est prétendument bon pour eux, pour leur pays, pour leur budget, pour leurs salaires, pour leur protection sociale, etc....

Le piège est gros et pointu comme la Tour Eiffel : soit la gauche accepte ces diktats des officines notatrices de droite, et tous les 15 jours, à chaque élément de programme alternatif proposé, elle se fera menacer des pires « sanctions », de « coups de bâton sur les doigts », et devra capituler in fine. Soit elle en refuse le principe même, dénonce ces officines, leur fonctionnement et affronte leurs diktats.

Pas question de faire campagne électorale pendant six mois sous la menace de ces officines perverses.

C'est facile à expliquer aux peuples du monde et au nôtre : ces officines ont critiqué les USA dans le but de donner raison aux « tea party » contre Barak Obama. Elles ont critiqué la Grèce parce qu'elle défend les marchands d'armes qui lui vendent des sous-marins Thyssen Krupp et elles exigent que cet armement soit remboursé au détriment des salaires et des retraites... Elles sont tellement de droite, bornées que jamais elles ne proposent des politiques de relance mais elles exigent des politiques d'austérité ineptes qui aggravent les dettes qu'elles prétendent surveiller.

Les agences de notation et la dette publique

La perte du triple A attribué par Standard & Poor's aux États-Unis au cours de l'été 2011 et les effets qui l'ont suivi a rendu évident l'énorme pouvoir acquis par les trois agences de notation, Standard & Poor's, Moody's et Fitch Rating.

Elles sont théoriquement chargées de noter la solvabilité d'une entreprise ou d'un Etat. Elles opèrent à la demande d'une entreprise ou, éventuellement, d'une collectivité publique, désirant être notée pour permettre aux acheteurs de leurs obligations d'apprécier le risque qu'ils encourent. Pour ce faire, elles estiment la probabilité que leurs créances soient effectivement remboursées en attribuant des notes à ces dettes privées ou publiques. Ces notes vont de AAA (sécurité maximale), qui permet d'obtenir des taux d'intérêt les plus bas, à C ou D (en défaut), situation où une entreprise est en faillite et où un Etat ne peut plus rembourser sa dette ou au moins une partie de celle-ci.

Il est ahurissant que les taux d'intérêts demandés aux États lors de l'émission de nouvelles obligations publiques dépendent aujourd'hui, presque mécaniquement, des notes qu'octroient ces trois agences de notation, privées et partiales.

Moody's a ainsi abaissé de quatre points la note du Portugal en juillet 2011 en le classant en « catégorie spéculative ». Cette agence affirmait avoir agi ainsi parce qu'elle estimait que le Portugal aurait sans doute besoin d'un deuxième plan d'assistance financière avant d'être en mesure de se financer lui-même sur les marchés. L'attribution de cette note au Portugal était, en quelque sorte, une prophétie auto-réalisatrice puisqu'elle rendait beaucoup plus probable la perspective dessinée par Moody's.

Avec une telle note, les spéculateurs n'ont plus, dès lors, accepté d'acquérir de nouveaux titres de la dette publique portugaise qu'au taux minimum de 12 %. Un taux totalement irréaliste qui rend impossible le retour de la dette publique du Portugal sur les marchés financiers pendant plusieurs années. Il ne lui restera plus (en cas d'un nouveau recul devant la décision d'annuler ou de restructurer sa dette) qu'à faire appel à un nouveau plan d'« aide » de l'Union européenne et du FMI en 2012, 2013 ou 2014...

Ces agences de notation sont prétendument indépendantes, mais attribuent leurs notes avec des méthodes pour le moins opaques et dépendent en réalité de la rémunération des entreprises (essentiellement privées) qui louent leurs services.

Cela amène à des conflits d'intérêts comme en 2007, lorsque les agences de notation avaient décerné la note AAA aux titres farcis de « subprime » émis par les banques américaines. Il faut dire qu'une partie non négligeable de leurs profits venait des sommes que leur versaient ces banques. D'ailleurs des procédures judiciaires ont été engagées contre ces agences aux États-Unis pour diverses forfaitures relatives à leurs notations très partiales.

Ces agences ne sont ni indépendantes ni neutres. Ainsi, Standard & Poor's justifiait l'abaissement de la note à long terme de la dette publique des États-Unis (pour la première fois de son histoire), le 5 août 2011, de AAA à AA+ par des « risques politiques ». L'agence semblait d'abord tenir les plateaux de la balance en équilibre face aux coupes budgétaires et à l'augmentation des recettes. Mais très vite, son appui aux Républicains du « Tea Party » apparaissait. L'agence, en effet, se gardait bien de préciser quel type d'impôt il aurait fallu augmenter mais désignait, au contraire, les coupes budgétaires à réaliser en affirmant que l'accord entre Républicains et Démocrates entrevoyait « seulement des changements mineurs concernant Medicare et peu de changements dans d'autres programmes de protections sociale dont nous et la plupart des autres observateurs indépendants considèrent qu'il est essentiel de contenir la taille pour la viabilité du budget à long terme ».

Il est parfaitement insupportable que ces agences puissent peser ainsi dans le débat politique et retirer toute marge de manoeuvre à Barak Obama mais c'est le fruit direct de la soumission de l'économie et du politique aux marchés financiers, décidée par les pouvoirs politiques depuis près de 30 ans.

Les oligarques européens s'agitent et s'indignent du pouvoir de ces agences de notation mais c'est pure hypocrisie car ils savent fort bien utiliser ce pouvoir quand il va dans le sens de leurs intérêts. La presse se fait l'écho de façon empressée et abusive du moindre froncement de sourcil de ces agences de notation, contribuant à en faire des arbitres insensés des décisions économiques par-dessus les États et les volontés des citoyens.

En 2010, lors de la mobilisation contre sa réforme scélérate des retraites, Sarkozy affirmait, ainsi, que cette réforme était indispensable pour que la France conserve sa note AAA. Standard & Poor's a d'ailleurs confirmé le triple A de la France et justifiait cette confirmation par la « réforme » des retraites de Sarkozy. Un avertissement sans frais envoyé à la gauche.

A bas les officines de droite qui s'auto intitulent « agences de notation »

« Fitch Ratings » est la troisième de ces agences, dirigée par Fimalac une société dirigée par un Français, Marc Ladreit de Lacharrière, lui-même ami de Sarkozy, membre milliardaire du « Premier cercle » finançant l'UMP, directeur financier de l'Oréal, nommé à la tête de l'agence du « Louvre des sables » bâti à Abu Dhabi. Qui peut croire que cet homme « note » indépendamment des idées et préjugés de ses amis politiques ?

Tout cela est pure hypocrisie surtout parce que les agences de notation n'auraient strictement aucun pouvoir si les marchés financiers n'avaient pas été dotés de façon consciente, construite, organisée, par les oligarques européens des pouvoirs exorbitants qui sont les leurs et inscrits dans les articles 63, 121 et 125 du traité de Lisbonne.

Affirmer qu'il serait possible de limiter le pouvoir des agences de notation sans restreindre sévèrement ceux des marchés financiers relève de l'incantation. C'est aussi mission impossible que de vouloir interdire des agences qui ont leur siège aux États-Unis.

Créer une nouvelle agence, même publique et européenne, n'aurait guère d'utilité au regard du fonctionnement des marchés financiers. Dans le contexte de crise de confiance généré par le transfert des dettes privées aux dettes publiques depuis 2008, les marchés suivent quasi systématiquement l'avis le plus pessimiste. La preuve, là encore, en a été donnée lors du déclassement des États-Unis par Standard & Poor's alors que les deux autres agences de notation leur conservaient leur triple A. Les marchés n'ont écouté que l'avis du plus pessimiste.

En 2007, ils n'écoutaient que les avis les plus optimistes et ne s'interrogeaient surtout pas sur les triples A décernés par les agences de notation aux titres américains infestés de « subprimes » et ne voyaient pas le « système Madoff » du nom de cet escroc moins solitaire que ce qui a été dit, lequel avait monté une pyramide de Ponzy, et faisait de l'argent sans argent, vendant des « tupperware sans tupperware ».

La dérive morbide de la mondialisation financière est concentrée dans le pouvoir exorbitant de ces agences de notation auxquelles les dirigeants politiques démocratiquement élus ont cédé leur pouvoir en même temps qu'ils le cédaient aux marchés financiers.